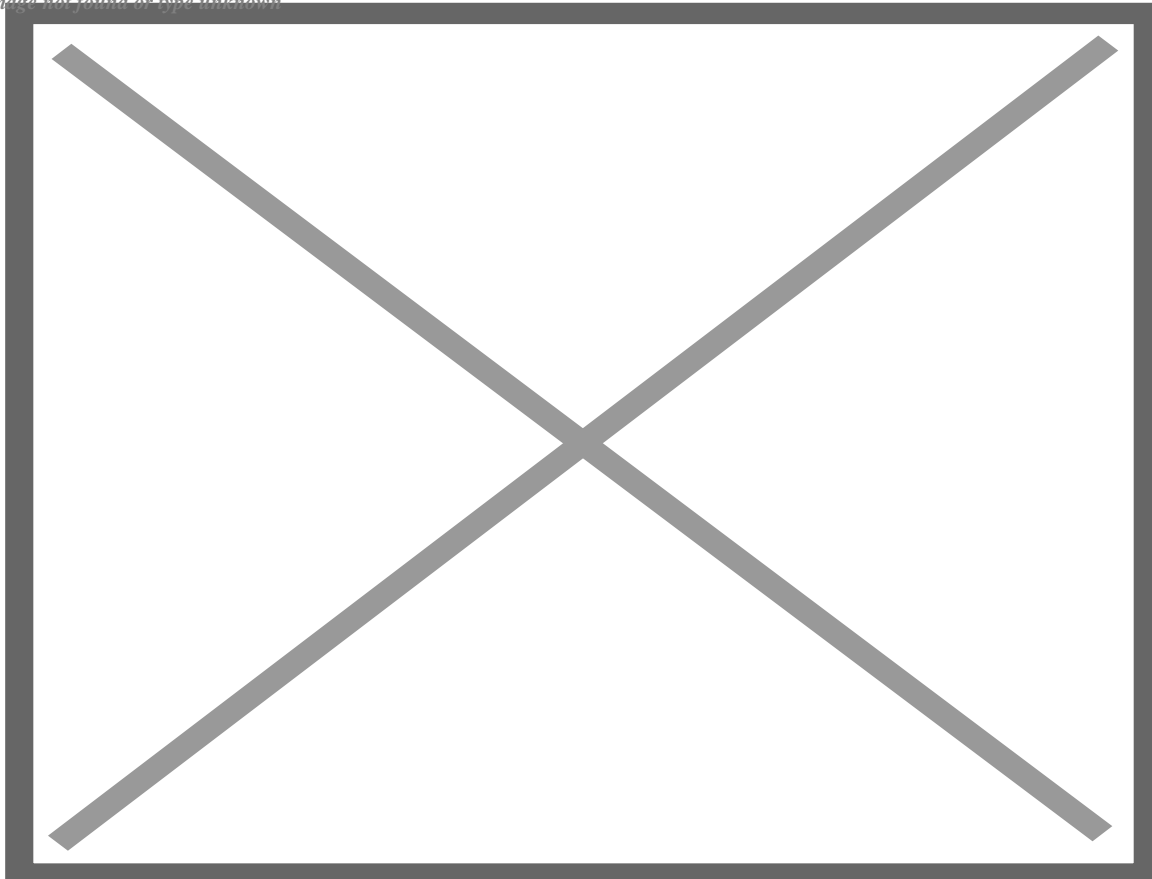


Freiner Uribe

Image not found or type unknown



Auteur : Roberto Morejón

L'ancien président colombien Álvaro Uribe a réitéré sa demande d'intervention internationale et militaire au Venezuela, une position aussi irresponsable qu'injustifiée.

Par le biais de différents canaux, le leader du Centre démocratique de droite prône le renversement du gouvernement de Nicolás Maduro.

Pour Uribe, le vainqueur des élections du 28 juillet est le candidat de l'opposition Edmundo González Urrutia, bien qu'il n'ait pas présenté ce qu'il considère comme ses arguments devant les instances vénézuéliennes compétentes.

Le président vénézuélien, Nicolás Maduro, a répondu avec force à l'exhortation insensée d'Uribe, le qualifiant d'assassin et de triste personnage de paramilitaire et de trafiquant de drogue.

Des hommes politiques colombiens, dont le président Gustavo Petro, ainsi que des personnalités d'Amérique latine, dont certaines ont rappelé le passé néfaste des interventions américaines dans la région, se sont désolidarisés de la position débridée d'Uribe.

L'ancien chef d'Etat colombien, qui avait rejeté avec l'ancien dignitaire Iván Duque la décision de l'administration de Joseph Biden d'exclure Cuba d'une liste de ceux que Washington considère comme des sponsors du terrorisme, veut revenir sur ces événements historiques oppressants.

En appelant à une intervention internationale au Venezuela, Álvaro Uribe se réaffirme comme l'un des représentants les plus viscéraux de l'ultra-droite dans le territoire au sud du Rio Bravo.

Le procureur colombien a notifié à M. Uribe qu'il pourrait être jugé dans le cadre d'une affaire impliquant des groupes paramilitaires.

Uribe fait l'objet de plusieurs affaires en cours, notamment pour sa connaissance préalable présumée d'un massacre et du meurtre d'un défenseur des droits de l'homme.

L'enquête repose sur le témoignage de l'ancien chef paramilitaire Salvatore Mancuso, extradé de Colombie vers les États-Unis.

De nombreux Colombiens se souviennent avec indignation de l'application, sous son règne, de la doctrine de la sécurité démocratique, ostensiblement conçue pour lutter contre le trafic de drogue et les groupes armés illégaux, bien qu'elle ait dévasté les zones rurales et de larges pans de la société.

Dans ce contexte, Uribe n'a aucun mérite à s'ériger en juge international qui appelle également à la violation de la souveraineté d'un pays voisin, un exercice militaire visant à attaquer l'intégrité d'un pays frère des Colombiens.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/374505-freiner-uribe>



Radio Habana Cuba